

Mission internationale d'observation préélectorale en Colombie

Résumé

Aperçu général :

La mission a cerné les facteurs suivants qui font obstacle à un processus électoral libre et équitable dans certaines régions que nous avons visitées :

1. **La présence de groupes armés illégaux dans le processus électoral** : paramilitaires, narcotrafiquants, groupes violents en émergence et autres entités armées dans certaines régions :

- * Il existe une peur généralisée au sein de la population colombienne de ces régions; cette peur se manifeste parmi les électeurs, les fonctionnaires et les membres des partis politiques et affecte directement le processus électoral.
- * À cause de la situation générale, les élus perdent toute légitimité aux yeux de l'électorat.
- * De nombreuses sources signalent que les fonds publics sont détournés pour des usages illicites dans le cadre des élections.

2. **Fraude et crimes électoraux** :

Nous avons constaté la persistance de nombreuses pratiques négatives :

- Le trafic des votes;
- L'usage frauduleux de documents d'identité;
- La possession illégale de documents d'identité, dont des documents volés;
- La coercition et l'intimidation des électeurs;
- La fraude commise par les travailleurs d'élections aux bureaux de vote;
- L'obstruction exercée contre les observateurs électoraux dans le but d'entraver l'exercice de leurs fonctions et leur accès aux bureaux de vote;
- La prise de contrôle du transport public, pour empêcher les électeurs de se déplacer librement, ainsi que le transport des électeurs dans des lieux de scrutin hors de leurs lieux de résidence, afin d'augmenter les votes en faveur de certains candidats;
- L'absence de campagnes d'éducation sur les élections pour mettre en relief l'importance de la participation citoyenne au processus politique du pays et la nécessité de protéger les électeurs contre l'influence des pots-de-vin, des menaces et des autres formes de corruption.

3. **Financement illégal des campagnes**

- Le détournement de fonds publics au profit de certains candidats;

- Les allégations d'utilisation d'argent provenant d'activités illégales, en particulier le narcotrafic, pour financer des campagnes;
- La collusion entre candidats, fonctionnaires et entreprises pour l'attribution de contrats gouvernementaux après les élections en échange d'un appui financier;
- Le dépassement des seuils autorisés de dépenses électorales;
- La culture d'impunité et la peur généralisée qui dissuadent les citoyens de signaler le financement illégal et autres irrégularités;
- L'absence de vérification régulière des comptes des partis politiques pendant la campagne électorale;
- Le manque de ressources, de moyens logistiques, de volonté politique et d'indépendance du Conseil électoral national (CNE) face au Congrès, qui rend impossible l'examen de toute irrégularité présumée.

4. Manipulation des programmes sociaux à des fins politiques :

- Depuis la première déclaration de la mission d'observation internationale, on a relevé de nombreux cas où les candidats progouvernement ont menacé des bénéficiaires de « Familles en action » de perdre leurs allocations en cas de défaite électorale de candidats municipaux, régionaux ou nationaux;
- On a aussi démontré que des fonctionnaires du programme gouvernemental Action Sociale, qui gère le programme Familles en action, ont fait pression sur les bénéficiaires pour qu'ils assistent à des réunions électorales de candidats du parti au pouvoir ou leur accordent leur vote.

Conclusions et recommandations :

Les membres de la mission internationale d'observation préélectorale reconnaissent l'existence de problèmes dans les systèmes électoraux et les processus démocratiques de leurs propres pays et s'engagent à travailler à l'atteinte de la démocratie complète. Nous sommes convaincus que l'édification de la démocratie est une tâche constante dans tous nos pays et nous insistons sur le fait que la Colombie n'est pas la seule société aux prises avec ce défi.

Les conclusions et recommandations qui suivent sont donc soumises dans un esprit de solidarité démocratique. Elles sont fondées sur nos observations professionnelles et sur les préoccupations exprimées par des centaines de citoyens colombiens, avec la conviction inébranlable que l'atteinte d'une plus grande démocratie en Colombie est un objectif humanitaire fondamental pour le pays et pour l'hémisphère. Toujours, ce sont les hommes et les femmes du peuple colombien qui sont les arbitres de leur souveraineté et de leur destin national.

Recommandations :

1. La mission est extrêmement préoccupée par le contrôle évident exercé par des groupes armés illégaux dans les régions visitées, en particulier dans la ville de Buenaventura. La mission incite les administrations locales et nationales à répondre aux préoccupations

des citoyens dans les secteurs vulnérables et à prendre toutes les mesures nécessaires pour maîtriser et démanteler ces éléments criminels.

2. La mission recommande instamment le recours immédiat à des mesures efficaces de la part de toutes les instances du gouvernement colombien dans le but d'éviter les gestes d'intimidation et la manipulation du vote par des bandes criminelles armées sévissant dans les régions, ainsi que l'adoption de mesures adéquates pour éviter la « mainmise sur l'État » par ces groupes délinquants.
3. La mission recommande que le pouvoir exécutif et le congrès national accordent suffisamment de ressources humaines, financières et organisationnelles aux institutions électorales pour leur permettre de s'acquitter de leurs devoirs de manière complète et autonome.
4. La mission recommande que des sanctions judiciaires soient imposées rapidement et efficacement aux auteurs de crimes électoraux comme la modification du résultat électoral, l'inscription d'électeurs hors de leur lieu de résidence légal, la cueillette des attestations des électeurs, la violation de la loi sur les garanties, entre autres. Il faut renforcer le fonctionnement du système judiciaire en matière électorale, car l'impunité est une invitation à la fraude.
5. La mission recommande que le pays mette à jour son recensement électoral pour éviter des situations comme le « vote des morts » et autre anomalies sur les listes électorales.
6. La mission recommande d'appuyer les efforts entrepris pour assurer une plus grande participation citoyenne au contrôle social du processus électoral afin que les autorités locales et les bureaux gouvernementaux responsables de surveiller les élections puissent inspirer une confiance pleine et entière aux citoyens et aux partis politiques. Dans le cadre de ces mesures, il faut renforcer les initiatives d'observation électorale parmi les divers groupes de la société civile.
7. La mission recommande d'accroître les efforts visant à faire respecter rigoureusement les lois qui limitent la publicité électorale, garantissent plus de transparence et de légalité dans l'accès aux programmes de bien-être social et aux politiques publiques et limitent et réglementent le recours aux contrats gouvernementaux pendant les périodes électorales, en plus d'adopter d'autres lois et règlements favorisant des élections libres et équitables.

À notre sujet :

Global Exchange est un organisme international de défense des droits de la personne qui pose la participation démocratique comme préalable à la justice sociale, économique et environnementale. Depuis plus de dix ans, Global Exchange fait progresser la démocratie dans le monde grâce à des missions d'observation électorale.

Nous avons été membres ou responsables de missions d'observation électorale dans une douzaine de pays, dont plusieurs étaient dans une phase d'instabilité politique ou faisaient la transition de la dictature à la démocratie. En coopération avec des organismes locaux de la

société civile, nous avons observé ou supervisé des élections au Mexique, en Afrique du Sud, en Haïti, au Nicaragua, au Salvador, au Guatemala, en Indonésie et aux États-Unis. Toutes ces activités ont contribué à établir la crédibilité largement reconnue de Global Exchange comme défenseur de la démocratie.

Pour mener cette mission d'observation préélectorale en Colombie, Global Exchange a réuni une équipe d'enquêteurs, de professionnels, de citoyens et de défenseurs de la démocratie désireux de promouvoir et de consolider la démocratie en Colombie, qui ont été recrutés dans les organisations suivantes :

- Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
- Le Washington Office on Latin America;
- Le Mouvement international de réconciliation (MIR)
- Co-Developpement Canada
- Le Conseil des Canadiens
- Afrodes USA
- Le Bureau des États-Unis pour la Colombie
- Le programme CIP Americas
- Le Sonja Haynes Stone Center for Black Culture and History de l'Université de Caroline du Nord de Chapel Hill
- Le Réseau pour la défense et le soutien des communautés afro-colombiennes

Toutes les activités de cette mission internationale d'observation préélectorale en Colombie ont été financées par des dons privés et par des fondations soutenues par un groupe restreint de familles qui ont à cœur la promotion de la démocratie dans le monde. Global Exchange ne reçoit aucun financement du gouvernement des États-Unis ni de quelqu'autre gouvernement que ce soit.

La mission internationale d'observation préélectorale est profondément reconnaissante pour l'aide reçue de la Misión de Observación Electoral (MOE), tant au niveau national qu'au niveau régional. La MOE est une organisation de la société civile qui mène des recherches intensives pour cerner et analyser les risques électoraux en Colombie et qui est une pionnière mondiale en identification et en minimisation des risques pour le fonctionnement adéquat des systèmes démocratiques. À titre indépendant, nous souhaitons, tout comme la MOE, le renforcement de la démocratie et la promotion des droits politiques de tous les citoyens. Nous remercions les hommes et les femmes de la MOE – en particulier celles et ceux dans les départements où nous nous sommes rendus – pour leur courage et leur engagement et pour l'appui qu'ils nous ont accordé. Tout en reconnaissant leur soutien indispensable, nous tenons à préciser que les conclusions du présent rapport sont exclusivement celles de la mission internationale et nous en assumons l'entière responsabilité.

:nc/sepb 491

16 mars 2010

S:\INTERNATIONAL ACTIVITIES\2010 CURRENT FILES\2010 GLOBAL JUSTICE FUND - Projects\COLOMBIA\Colombia Exec Summ fr-1 (2).doc